

Semaine du 23 février au 1er mars 2009

REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE

Numéro 6

Politeia

Association des Politistes de l'ICES

INSTITUT CATHOLIQUE D'ETUDES SUPERIEURES

Sommaire

France politique

- Réforme territoriale
- Réforme de l'université

France société

- Crise antillaise

Europe

- Intervention de Vaclav Klaus devant le parlement européen

Etats-Unis

- Retrait des troupes américaines en Irak

Moyen-Orient

- Elections provinciales en Irak
- Tzipi Livni refuse d'entrer au gouvernement de Netanyahu

Monde

- Crise

France Politique

⇒ Réforme territoriale (Libération)

Le comité Balladur s'apprête à dégoupiller la grenade de la réforme territoriale. Avant la présentation du rapport, probablement la semaine prochaine, ses 11 membres doivent voter aujourd'hui les propositions sur lesquelles ils ont planché depuis fin octobre. Résultat : un «big-bang» territorial censé, s'il est suivi, alléger le millefeuille administratif et, de fait, entraîner des économies en supprimant des doublons.

Chargés par Nicolas Sarkozy d'accoucher de suggestions «*audacieuses*», l'ex-Premier ministre et consorts ont suivi la commande, prônant la diminution, de 22 à 15, du nombre de régions métropolitaines et la création d'un Grand Paris à l'horizon 2014. En matière de découpage toujours, les cantons, héritages de la Révolution, seraient supprimés et regroupés dans des territoires plus vastes. Un temps évoquée, la disparition des départements n'aurait pas lieu, mais leur champ de compétences serait redessiné.

Déjà vent debout contre les conclusions du comité, Martine Aubry et une brochette de responsables PS ont exprimé, hier, leur «*inquiétude que des réformes nécessaires passent au second plan*» et «*[soient] utilisées dans un strict but politicien*». Pointant une nouvelle «*remise en cause des contre-pouvoirs*» par Sarkozy, Aubry a annoncé la tenue d'«*une grande journée pour la défense des libertés menacées*» le 22 mars. Elisabeth Guigou, secrétaire nationale à la réforme de l'Etat a, elle, récusé «*la fusion annoncée des élus départementaux et régionaux, sous forme de conseillers territoriaux, ce qui va affaiblir les régions*». «*C'est complètement taré*», s'est indigné Alain Rousset, président de l'Association des régions de France, très remonté contre un «*texte conservateur et politicien*», une «*usine à gaz qui va coûter plus cher*». «*La raison, c'est la trouille d'une déculottée électorale en 2010.*»

Encore sonnés par l'annonce, début février, d'une suppression partielle de la taxe professionnelle (TP) en 2010, les élus locaux espèrent profiter de la réforme pour ouvrir le débat sur une remise à plat de la fiscalité locale. Si elles regrettent une décision «*précipitée*» et prise «*sans concertation*» sur la TP, neuf associations d'élus locaux se sont dites partantes pour une réforme fiscale «*ambitieuse, innovante*» et garantissant «*le lien entre les entreprises et les territoires*».

Dans une philosophie à base d'additions et de soustractions, la commission Balladur propose de passer de 22 à 15 régions «*de taille européenne*». Le tout en incitant les collectivités volontaires. Du côté des idées d'additions : la fusion des deux Normandie en une seule, les mariages de Rhône-Alpes et Auvergne, de la Bourgogne avec la Franche-Comté. Du côté des soustractions, la disparition de la Picardie, qui serait rayée de la carte en intégrant le département de l'Oise à la région Ile-de-France, celui de la Somme à la région Nord-Pas-de-Calais et le département de l'Aisne à la région Champagne-Ardenne. Poitou-Charentes subirait le même dépeçage, peut-être au profit des régions Aquitaine et Limousin. Dominique Bussereau, président (UMP) du conseil général de Charente-Maritime et Jean-Pierre Raffarin, sénateur (UMP) de la Vienne, avaient de leur côté proposé une fusion Poitou-Charentes et Aquitaine.

Le Grand Paris: chantier difficile

Grand Paris, grande révolution. Autour de la capitale, le comité Balladur ne propose rien moins que la fusion du département 75 avec ses trois voisins (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne), pour créer un département unique du Grand Paris. Les frontières actuelles disparaîtraient de la carte administrative. Autres sacrifiées : les intercommunalités, qui seraient supprimées. Cette nouvelle institution couvrirait 124 communes et six millions d'habitants. Peut-être même davantage, car les

collectivités contiguës au Grand Paris pourraient solliciter leur inclusion dans la nouvelle structure. Autour de la plateforme aéroportuaire de Roissy, des morceaux du Val-d'Oise ou de la Seine-et-Marne pourraient ainsi rejoindre le Grand Paris.

Côté gouvernance, le conseil du Grand Paris serait élu par scrutin de liste avec un système à deux étages : les premiers élus seraient les conseillers territoriaux siégeant à la région Ile-de-France, les suivants siègeraient au conseil du Grand Paris. Cette assemblée compterait 135 membres, dont 45 pour Paris et 30 pour les trois anciens départements.

Le schéma semble simple. La mise en œuvre risque d'être complexe. Le Grand Paris aurait la compétence de l'action sociale, ce qui impliquerait le transfert de tous les personnels concernés, soit potentiellement 25 000 personnes, et une gestion difficile de la proximité sur une telle échelle. Même problème pour la compétence urbanisme, transférée au Grand Paris tandis que les communes, elles, ne seraient plus regroupées dans des intercommunalités de projets. Dernière difficulté, et non des moindres : la majorité des élus franciliens, même de droite, ne veut pas de cette solution.

Un nouvel élu: le conseiller territorial

Exit le conseiller régional et le conseiller général : tous deux seraient remplacés par une nouvelle créature, le conseiller territorial. A cette personne, selon sa place sur la liste des élus, d'assurer les deux fonctions ou une seule.

Le modèle serait comparable à celui qui existe à Paris, Lyon et Marseille, où les élus qui figurent en bas de la liste sont simples conseillers en mairie d'arrondissement tandis que ceux du haut de la liste deviennent aussi conseillers à l'hôtel de ville central. Dans le nouveau système, certains conseillers territoriaux siègeraient pour la région et pour le département, tandis que d'autres ne se réuniraient qu'au niveau du département.

Dans cette opération, le but est de passer d'environ 6 000 à 4 000 élus. Les cantons, base de l'élection des conseils généraux, seraient donc supprimés et remplacés par d'autres circonscriptions plus larges, redécoupage qui devrait intervenir avant 2014. Dans l'intervalle, les élections régionales et cantonales auront bien lieu comme prévu, en 2010 pour les premières et en 2011 pour les secondes, mais les mandats des uns et des autres seront raccourcis à quatre et trois ans pour que tout redémarre à zéro en 2014. Le mode de scrutin (uninominal ou de liste) pourrait être différent selon les zones, rurales ou urbaines.

Villes: naissance de huit métropoles

Tandis que le comité Balladur prie les groupements de communes de disparaître de la carte du Grand Paris, il les encourage ailleurs. Les huit plus grandes agglomérations (Lyon, Lille, Marseille, Bordeaux, Nantes, Nice, Strasbourg et Toulouse) deviendraient ainsi des «métropoles». Ce nouveau statut impliquerait des compétences élargies, dont celle de l'action sociale actuellement confiée aux départements. L'assemblée gouvernante serait élue au suffrage universel direct. Ailleurs, l'intercommunalité sera favorisée. Lors des municipales de 2014, les listes pourraient comporter un «fléchage» sur les noms des candidats appelés à siéger au sein de l'assemblée intercommunale.

Unifications en outre-mer et nouveau scrutin corse

Cela tombe bien puisque la question n'est pas «*un tabou*» aux yeux de Nicolas Sarkozy. Recevant jeudi les élus d'outre-mer, le Président s'est dit favorable à la création d'une collectivité unique, «*si c'est le choix de la population*» dans chaque DOM. Le comité reprend cette formule. Les quatre DOM (Guadeloupe, Guyane, Réunion et Martinique) sont à la fois département et région. Il s'agirait, pour faire un parallèle

avec le conseil de Paris qui dispose des compétences d'un conseil général et d'un conseil municipal, qu'une seule assemblée ait les compétences du département et de la région.

Une autre proposition Balladur préconise une modification du mode de scrutin pour la désignation de l'assemblée de Corse. Dans l'île, la prime, - qui alloue des sièges supplémentaires au vainqueur des élections -, est limitée à trois sièges (pour 25 % des sièges en métropole). De même, le seuil fixé pour l'accès des listes au second tour des élections régionales ne s'élève en Corse qu'à 5 % des suffrages exprimés, contre 10 % sur le continent. Résultat: depuis des années, aucune majorité absolue et une certaine instabilité institutionnelle. [\[Retour\]](#)

⇒ **Réforme de l'université** **(Le Monde)**

Le gel des suppressions de postes à l'université en 2010-2011, la réécriture du décret sur le statut des enseignants-chercheurs et l'annonce d'aménagements dans la réforme de la formation des maîtres, ont suscité des réactions intéressées mais prudentes de la part des principaux protagonistes du mouvement de protestation universitaire.

Ces annonces, faites mercredi 25 février par le premier ministre, sont *"des premiers gestes de réponse à la mobilisation mais ils ne sont pas entièrement suffisants à ce stade"*, a déclaré, dans la soirée, Jean-Baptiste Prévost, président de l'UNEF. Jeudi matin, le président de l'UNEF se montrait un peu plus positif dans le ton, relevant que *"ces annonces vont dans le bon sens"* et insistant sur l'idée d'un *"désaveu"* de Valérie Pécresse par François Fillon. *"Ce sont, affirme-t-il, des reculs qui en appellent d'autres"*, notamment sur la formation des maîtres.

Le Snesup-FSU, premier syndicat dans l'enseignement supérieur, particulièrement en pointe dans la mobilisation, est plus circonspect. Son secrétaire général, Jean Fabbri, note *"quelques inflexions"* qui ne lui semblent pas, toutefois, *"de nature à sortir de la crise"* et, selon lui, *"témoignent de l'embaras croissant du gouvernement face à la mobilisation"*.

Le Snesup revendique notamment *"le retour des emplois supprimés"* et un *"plan pluriannuel de recrutement"*. Invité par la ministre de l'enseignement supérieur à une réunion de négociation vendredi 27 février, le Snesup devait faire savoir jeudi s'il décide de s'y rendre malgré ses réserves. [\[Retour\]](#)

France société

⇒ **Crise antillaise** **(Libération)**

La crise aux Antilles serait-elle sur le point de se terminer? Si la prudence s'impose, le climat s'est apaisé vendredi matin, avec un accord salarial partiel en Guadeloupe et un retour au calme en Martinique où les négociations sont jugées proches d'«une issue positive».

«*Tout n'est pas encore résolu, mais ça progresse*», s'est réjoui vendredi matin Nicolas Sarkozy, rappelant au passage qu'il se rendrait *«dans quelques semaines»* aux Antilles.

Paralysée par une grève générale depuis le 20 janvier, la Guadeloupe a connu une avancée positive avec la signature d'un accord salarial partiel à l'issue de négociations-marathon de près huit heures.

Le collectif LKP a obtenu l'augmentation de 200 euros qu'il exigeait pour les bas salaires. Problème: l'accord n'a été signé que par une partie du patronat et «ne concerne pour le moment que 15 à 17.000 salariés sur 85.000 salariés» du privé. Le Medef et sept autres organisations patronales ont quitté jeudi la table des négociations, invoquant «un climat d'intimidation et de violences». Le président du Medef local, Willy Angèle, a accusé Elie Domota d'avoir «sauté par-dessus la table des négociations pour venir le frapper». Le préfet Nicolas Desforges a tempéré ce propos: «à aucun moment, sa sécurité n'a été en cause, et trois policiers du RAID se sont interposés».

En pratique, l'accord, «théoriquement» applicable au 1er mars, prévoit que les salariés percevant jusqu'à 1,4 fois le Smic toucheront 200 euros d'augmentation.

Le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer Yves Jégo a précisé vendredi à l'AFP le financement de ces 200 euros: 100 euros versés par l'Etat pendant deux ans, 50 par les collectivités locales (conseils général et régional) et 50 par le patronat.

Elie Domota, leader du LKP a parlé d'«un premier pas». Pour lui, «c'est un accord qui vaut son pesant d'or», le document ayant été paraphé par le préfet Nicolas Desforges et les deux émissaires du gouvernement.

Toutefois, le leader du LKP n'appelle pas à la fin la grève et compte saisir lundi le ministère du Travail pour demander l'extension des dispositions de l'accord signé cette nuit à l'ensemble des entreprises de Guadeloupe.

Si l'accord «est une avancée», il a une «base étroite et il faut l'élargir, car toutes les organisations patronales ne l'ont pas signé», a confirmé de son côté le préfet Nicolas Desforges. Les médiateurs du gouvernement s'emploieront vendredi à rallier les organisations patronales absentes dont les représentants de l'hôtellerie, de l'artisanat et du BTP. [\[Retour\]](#)

Europe

⇒ **Intervention de Vaclav Klaus devant le parlement européen (La Lettre de la Fondation Robert Schuman)**

Le Président tchèque, Vaclav Klaus, est intervenu le 19 février devant les eurodéputés afin de présenter sa vision de l'Europe, alors que les députés tchèques avaient approuvé le 18 février le traité de Lisbonne. Tout en qualifiant l'Union européenne "d'expérience révolutionnaire" et le Parlement européen "d'auditoire unique", Vaclav Klaus, connu pour son peu d'engouement pour l'Europe, a critiqué le processus décisionnel de l'UE. Il déplore l'ingérence politique dans l'économie en l'accusant d'être la cause du ralentissement économique de l'Europe, et estime que le traité de Lisbonne augmenterait le déficit démocratique de l'UE. Face à ce discours eurosceptique, de très nombreux eurodéputés ont quitté l'hémicycle. [\[Retour\]](#)

Etats-Unis

⇒ **Retrait des troupes américaines en Irak**

WASHINGTON, 27 février 2009 (AFP) - Le président Barack Obama réexaminera son plan concernant le retrait des troupes américaines d'Irak si la violence augmente dans le pays, a indiqué jeudi John McHugh, un membre républicain de la commission des Services armés de la Chambre des représentants.

Le président Obama, qui doit annoncer vendredi ses intentions sur le sujet, "m'a assuré qu'il reconsidérerait son plan si la situation sur le terrain se détériore et que la violence augmente", a affirmé M. McHugh dans un communiqué.

M. Obama a pris cet engagement lors de discussions à la Maison Blanche en présence du vice-président Joe Biden, du secrétaire à la Défense Robert Gates et du chef d'état-major interarmées Michael Mullen, a dit McHugh.

Selon M. McHugh, Barack Obama aurait choisi d'effectuer le retrait des troupes américaines d'Irak d'ici "août 2010", soit en 19 mois, trois de plus que ce qu'il avait promis pendant la campagne présidentielle.

"L'Irak fait face à des défis importants en 2009, dont les élections législatives en décembre. Nos commandants doivent disposer de la souplesse dont ils ont besoin pour pouvoir y répondre, et le président Obama m'a assuré qu'il y avait un +plan B+", a ajouté le parlementaire.

"L'objectif du président de retirer les troupes américains d'Irak est un de ceux pour lesquels nous devons prier, que nous devons planifier et en vue duquel nous devons travailler. Mais je reste préoccupé par la fragilité de la situation concernant la sécurité en Irak, et nous devons nous employer à réduire les risques pour nos troupes et pour leur mission", a déclaré M. McHugh, ajoutant avoir soulevé ces questions lors de la rencontre de jeudi soir avec le président.

Le porte-parole de la Maison Blanche, Robert Gibbs, a indiqué jeudi que M. Obama annoncerait vendredi ses plans pour un retrait des soldats américains d'Irak. Le président américain doit prononcer un discours à la base de Marines de Camp Lejeune en Caroline du Nord (sud-est).

M. Gibbs n'a pas précisé en combien de temps M. Obama comptait rapatrier les soldats américains. Il a seulement laissé entendre que M. Obama laisserait, comme prévu, une force résiduelle pour entraîner les forces de sécurité irakiennes, combattre les extrémistes et protéger les intérêts américains. [\[Retour\]](#)

Moyen-Orient

⇒ Elections provinciales en Irak

NEW YORK, 26 février 2009 (AFP) - Les élections provinciales en Irak, qui se sont déroulées pacifiquement, sont "un événement remarquable" et une étape cruciale dans le processus de reconstruction du pays, a affirmé jeudi le représentant spécial de l'ONU en Irak, Staffan de Mistura.

Ces élections "ont attiré 7,5 millions d'électeurs, soit une participation de 51%", a dit M. de Mistura devant le Conseil de sécurité.

Ceci "avec en toile de fond des craintes que des pressions politiques puissent faire douter de leur crédibilité et que les problèmes de sécurité constitueraient le plus grave handicap, sont toutes infondées", a-t-il ajouté.

Le scrutin s'est tenu le 31 janvier dans 14 des 18 provinces irakiennes. Il aura lieu ultérieurement dans les trois provinces kurdes et à Kirkouk.

Plus de 14.000 candidats ont concouru pour 440 sièges et un quart des élus sont des femmes.

Ces élections "reflètent à la fois une maturité politique croissante et un désir général de la part des Irakiens de prendre part à un processus visant à dessiner l'avenir de leur pays de manière tangible", a poursuivi M. de Mistura.

Mais le représentant onusien, qui est aussi le chef de la Mission d'assistance de l'ONU en Irak (Manui), a rappelé que "le processus politique ne prend pas fin avec l'accomplissement d'un événement électoral", le scrutin n'étant qu'un premier pas vers la réconciliation nationale.

Une telle réconciliation "est une nécessité pressante pour que les Irakiens aient une chance en 2009 de réaliser de vrais progrès vers la souveraineté nationale, la responsabilité démocratique, la stabilité politique, la sécurité et la prospérité", a-t-il dit.

Concernant Kirkouk et les problèmes comme les lois sur le pétrole et sur le partage des revenus, M. de Mistura a affirmé qu'il devait y avoir une "ferme conviction" parmi toutes les parties qu'une paix durable ne pourra s'instaurer que quand des solutions acceptables pour tous seront trouvées.

Avec des élections à l'Assemblée nationale kurde et au parlement national prévues pour cette année, il a promis que la Manui continuerait d'apporter son assistance, précisant que la mission "adapterait cette aide aux besoins les plus pressants de l'Irak."

Parlant ensuite aux journalistes, M. de Mistura a estimé que les élections du 31 janvier représentaient "un très bon commencement pour 2009, démontrant que les Irakiens sont capables d'avancer sur la voie de la démocratie".

Il a tenu ces propos à la veille de l'annonce par le président américain Barack Obama de ses plans pour un retrait progressif des soldats américains d'Irak.

En vertu de l'accord passé entre l'administration précédente du président George W. Bush et le gouvernement irakien, toutes les troupes américaines sont censées avoir quitté l'Irak d'ici à fin 2011.

Il y a actuellement plus de 140.000 soldats américains en Irak. [\[Retour\]](#)

⇒ Tzipi Livni refuse d'entrer au gouvernement de Netanyahu

TEL AVIV, 27 février 2009 (AFP) - Israël s'apprête à se doter d'un gouvernement restreint le plus à droite de son histoire, dirigé par le chef du Likoud Benjamin Netanyahu, après l'échec avéré des tentatives de former une coalition élargie.

Le Premier ministre pressenti, hostile à la création d'un Etat palestinien au moins dans un avenir envisageable, a affirmé vendredi qu'il n'y avait pas de possibilité d'un gouvernement d'union, en rejetant la faute sur la chef du parti centriste Kadima, Tzipi Livni.

"J'ai fait tout mon possible pour parvenir à l'union tant est elle importante face aux défis sécuritaires et économiques auxquels fait face Israël. A mon grand regret, je me suis heurté à une fin de non recevoir catégorique de Mme Livni", a dit M. Netanyahu.

"Avant et après les élections, j'avais promis d'agir pour un gouvernement d'union en conséquence de quoi j'étais prêt à aller très loin dans la voie des concessions", a-t-il dit après un entretien à Tel-Aviv avec la chef de la diplomatie du gouvernement sortant.

Mme Livni a annoncé pour sa part qu'elle ne participerait pas à un gouvernement dirigé par M. Netanyahu.

"Notre rencontre s'est achevée sans accord sur les questions essentielles", a-t-elle dit en se présentant comme le chef d'une "opposition responsable" à même de soutenir le gouvernement ponctuellement "face aux menaces contre Israël".

Cette impasse sonne le glas d'une coalition élargie voulue par Netanyahu pour éviter de constituer un gouvernement restreint très marqué à droite et fondé sur une majorité parlementaire de 65 députés sur 120.

Le chef du Likoud avait été officiellement chargé le 20 février par le président Shimon Peres de former le prochain cabinet au plus tard d'ici le 3 avril, délai légal pour obtenir l'investiture au Parlement.

Mme Livni, qui espérait dans un premier temps se voir confier la tâche de former un gouvernement, avait expliqué son refus en estimant qu'un cabinet Netanyahu bloquerait toute chance de relance du processus de paix par son opposition à la création d'un Etat palestinien au côté d'Israël.

Elle a maintenu cette position en dépit de sondages d'opinion montrant qu'une nette majorité d'Israéliens et particulièrement de votants du Kadima préféraient un gouvernement d'union et malgré des voix discordantes dans son parti de la part de dirigeants peu enclins à se trouver dans l'opposition.

"Netanyahu ne croit pas au processus de paix et est prisonnier des visions traditionnelles de la droite" hostile à un retrait en Cisjordanie occupée, avait dit Mme Livni au quotidien Maariv.

M. Netanyahu se défend de refuser un dialogue avec les Palestiniens, tout en s'opposant au principe de "deux Etats pour deux peuples".

Le chef de son principal parti allié, Israël Beiteinou (15 sièges), Avigdor Lieberman, qui brigue le ministère des Affaires étrangères, s'est pour sa part efforcé de corriger son image de populiste d'extrême droite.

Dans une interview au journal américain Jewish Week, M. Lieberman, originaire d'ex-URSS, s'est déclaré en faveur de la "création d'un Etat palestinien viable", s'est défendu d'être un "extrémiste de droite" et a promis de "travailler avec le président (américain) Barack Obama".

Lieberman s'est taillé une réputation d'"homme fort" prêt à expulser les Arabes qui ne prêteraient pas allégeance à Israël et a affirmé qu'Israël confronté au Hamas, au pouvoir à Gaza, devait s'inspirer de l'exemple de la Russie en Tchétchénie. [\[Retour\]](#)

Monde

⇒ Crise

PARIS, 27 février 2009 (AFP) - Le marasme économique se confirme aux Etats-Unis et au Japon, la récession gagne la Finlande et le Danemark et s'accroît en Suède, alors que les Etats continuent de payer pour soutenir leurs banques, sans rassurer des Bourses déprimées.

Le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis a chuté au quatrième trimestre de 6,2% en rythme annuel par rapport au précédent, contre 3,8% initialement annoncé. Ce chiffre est bien pire que celui anticipé par les analystes.

Après le recul de 0,5% au troisième trimestre, c'est le deuxième trimestre consécutif de baisse du PIB, ce qui n'était pas arrivé depuis la récession de l'automne-hiver 1990-91.

Sur l'année 2008, la croissance américaine --la plus faible depuis 2001-- a atteint 1,1%, contre 1,3% précédemment annoncé.

Pour sa part le Japon a annoncé une chute sans précédent de 10% de sa production industrielle en janvier par rapport à décembre et de 41% de la production automobile. Les exportations ont baissé de 45,7% sur un an et la consommation des ménages de 5,9%.

Deux nouveaux pays européens ont basculé dans la récession: la Finlande (baisse de 1,3% du PIB au 4e trimestre) et le Danemark (baisse de 2% au 4e trimestre), alors que la Suède s'y enfonce (-2,4% au 4e trimestre).

Après une petite reprise en Europe jeudi, les Bourses rechutaient lourdement vendredi: Paris, Londres, Francfort décrochaient d'environ 3% vers 14H50 GMT alors que New York ouvrait en nette baisse: le Dow Jones perdait 1,96% et le Nasdaq 1,36%.

L'annonce d'une aggravation du chômage en zone euro à 8,2% en janvier (plus de 13 millions de chômeurs), le taux le plus haut depuis septembre 2006, a confirmé l'étendue de la crise. Même si le ralentissement de l'inflation de la zone euro à 1,1% sur un an, son plus bas depuis juillet 1999, ouvre la voie à une baisse des taux de la Banque centrale européenne.

Le secteur bancaire reste sinistré et les Etats continuent à intervenir, le plus souvent en entrant au capital des banques.

Le Trésor américain va convertir en actions ordinaires quelque 25 milliards de dollars d'actions préférentielles qu'il avait obtenues en échange de l'octroi de 45 milliards de dollars à Citigroup ces derniers mois, mais qui ne lui donnaient pas de droit de vote.

Cette montée au capital constituerait une nationalisation partielle pouvant aller jusqu'à 36% du capital de Citigroup.

Wall Street n'a pas apprécié et le titre de Citigroup a chuté de 30% peu après cette annonce.

Le président américain Barack Obama envisage de dépenser 250 milliards de dollars supplémentaires pour sauver les banques américaines.

L'organisme américain de refinancement hypothécaire Fannie Mae a lui dévoilé une perte gigantesque de 58,7 milliards de dollars en 2008 et réclamé à l'Etat américain 15,2 milliards de dollars pour se renflouer.

En Autriche, Erste Bank, première banque cotée d'Autriche et numéro deux en Europe centrale, a confirmé une baisse de près de 27% de son bénéfice 2008.

L'Europe centrale reste au centre des préoccupations, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd), la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque mondiale se sont engagées vendredi à apporter jusqu'à 24,5 milliards d'euros d'aides et de financements aux banques et entreprises de cette zone.

En Grande-Bretagne, après le naufrage de RBS la veille, mais qui s'est vu octroyer de fortes garanties de l'Etat, la Lloyds Banking Group, issue du rapprochement des groupes HBOS et Lloyds TSB, dont l'Etat britannique a pris 43,4%, négocie elle aussi avec l'Etat pour qu'il assure ses actifs risqués.

Côté automobile, Opel, filiale allemande de General Motors, espère l'aide de Berlin: il pourrait vendre une usine à Daimler en échange d'une injection de fonds de l'Etat, selon la presse. Opel aurait besoin de 3,3 milliards d'euros. [\[Retour\]](#)